

revenus par deux et trois cents à la fois. Je puis dire que plusieurs paroisses de mon comté sont formées, en grande partie, par des gens qui ont déjà demeuré aux Etats-Unis ; et, par conséquent, si nous avons à déplorer l'absence de quelques-uns de nos compatriotes, nous avons, du moins, la satisfaction de savoir qu'ils reviennent au pays aujourd'hui. Que l'on considère le courant d'émigration qui existait il y a trois ou quatre ans du Manitoba vers le Dakota et la partie nord du Minnesota. Qu'avons-nous vu l'an dernier, et que voyons-nous cette année ? Nous avons vu que ceux qui ont émigré, pensant améliorer leur condition, sont revenus, ou désirent revenir et reviendront au Manitoba tôt ou tard. Evidemment, nous ne pouvons placer les gens comme nous le voulons ; nous ne pouvons leur dire : Vous irez là, ou, vous resterez ici. Les gens iront où ils voudront, et s'ils s'aperçoivent qu'ils ont commis une erreur, ils la corrigeront ; et ils ont constaté qu'ils s'étaient trompés en émigrant et, maintenant, ils reviennent.

Pour ce qui est de la politique d'immigration du gouvernement, elle est susceptible d'amélioration. Un an ou deux, qu'en faisant connaître le pays en dehors, nous attirerions des immigrants. J'admets moi-même que lorsque le gouvernement adopta cette politique, elle était peut-être un peu prématurée, car la province n'était pas en état de recevoir une immigration considérable. Nous n'avions pas alors toutes les facilités de chemin de fer que l'on pouvait désirer ; mais maintenant la province est prête pour l'immigration. Nous avons des chemins de fer dans presque toutes les directions, et les colons viennent de tous les points de la ligne principale du canadien du Pacifique. Nous sommes prêts aujourd'hui à recevoir une forte immigration, et j'espère que le gouvernement jugera à propos d'offrir de plus grands avantages aux immigrants et augmentera les crédits affectés à cette fin.

M. FREEMAN : J'ai écouté avec beaucoup d'intérêt les discours prononcés par les honorables députés de la gauche.

M. LARIVIÈRE : J'espère que je suis du nombre.

M. FREEMAN : Beaucoup de ce qui a été dit, me semble familier. Il me semble que j'ai entendu les mêmes déclarations, maintes et maintes fois, dans la chambre. On croirait avoir dans cette chambre quelque chose comme une classe de gens liés ensemble, qui ont épuisé leurs ressources oratoires, et qui répètent maintenant les mêmes choses, afin de tuer le temps. Je ne dis pas que c'est là le but des honorables députés, car je ne le crois pas ; mais c'est à peu près ce qu'ils font. On nous dit que les gens quittent le pays et vont, en grand nombre, aux Etats-Unis, qu'ils développent le pays au sud de nous et négligent les intérêts du Canada. Cela semble inquiéter terriblement les honorables députés de la gauche ; depuis des années, ils nous répètent ces choses et leur cœur en est profondément blessé. Ils se plaignent beaucoup de ce que les gens émigrent, et on pourrait croire, à les entendre, que le plus ardent de leurs désirs est de retenir les gens dans le pays et déterminer à revenir ceux qui en sont partis. Je doute beaucoup qu'ils aient un tel désir, et qu'ils ne veuillent maintenir cet état de choses, car je suis fortement sous l'impression que le véritable désir des hono-

M. LARIVIÈRE.

rables députés de la gauche, n'est pas tant de repatrier les Canadiens émigrés, que d'obtenir un siège de ce côté-ci de la chambre. Ils croient que cette histoire d'école va leur servir de marche-pieds pour arriver à la place qu'occupent les honorables députés de la droite. Voilà le but auquel ils tendent.

Quant au comité nommé pour chercher la cause de l'exode, je me demande ce que va faire ce comité. Les honorables députés de la gauche diront, je suppose, que ce comité va s'assurer des causes qui déterminent le peuple à quitter le pays. Pourquoi voulons-nous étudier cette question au moyen d'un comité composé de six ou douze membres ? Les honorables députés nous ont répété maintes fois quelles étaient les causes, et ils sont entrés dans les détails de la question. Ils ont étudié la question, recueilli des renseignements de toutes sources, et, de temps à autre, ils ont fait savoir clairement à la chambre les résultats de leurs labeurs. J'ai suivi les débats pendant plusieurs années, et il n'y a pas à se tromper sur les conclusions auxquelles ils arrivent. Quelles sont ces conclusions ? Ils disent, en effet : Voyez quel est l'état des affaires depuis que nous avons quitté le pouvoir, en 1878 ; voyez la prospérité que nous avons amenée par notre politique, voyez le progrès et la prospérité qui régnaient alors, et le peuple heureux et content demeurant dans le pays ; voyez ce que nous avons fait pour le pays ! Enfin, poussé par quelque influence étrange, le peuple nous enleva le pouvoir qu'il donna aux tories ; voyez quel a été l'état des affaires depuis ; voyez quelle ruine vous avez amenée dans le pays, et comme le peuple émigre depuis que vous êtes au pouvoir ; revenons au pouvoir, et nous rendrons au pays la prospérité qui régnait sous notre administration ! Voilà leur argumentation dans le moment : retirez-vous et donnez-nous votre place, nous ramènerons la prospérité ; nous ferons les réformes nécessaires pour retenir le peuple dans le pays, et nous jouirons de nouveau de la prospérité qui régnait en 1874-5-6-7-8. Je crois, cependant, que le peuple n'aime pas ce genre de prospérité. Mais nous n'avons pas manqué de comités. J'ai écouté ce qui a été dit au sujet d'un comité qui fut nommé par la chambre, auquel j'ai attaché peu d'importance, et je n'en dirai rien de plus ; mais je connais un autre comité composé de la force et de la vigueur du pays et qui possède tous les renseignements possibles sur cette grande question, et toutes autres matières concernant la prospérité du pays, et le nombre des membres se chiffre entre un demi-million et un million. Ce comité siégea en 1887, et, après avoir étudié cette question, fit un rapport dont le résultat est que nous siégeons à la droite de la chambre. Ce comité fera un nouveau rapport et remplacera le comité que demandent les honorables députés de la gauche. Qu'il me soit permis de dire que les conservateurs sont prêts à laisser cette question entre les mains de ce comité et attendre son rapport. Les honorables députés parleront, et j'espère qu'ils feront tout leur possible pour renverser la teneur du rapport de ce grand comité qui siégera dans deux ou trois ans, et je souhaite aux honorables députés beaucoup de plaisir dans leur travail. Que les honorables députés travaillent, et plus ils travailleront et parleront, plus sera grande la majorité que ce comité donnera à ce côté-ci de la chambre. Quant à la question que les gens quittent le pays, je dois dire que c'est un fait que nul ne niera. Nous ne voulons certainement pas nier les faits, car, dans